

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 24/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE
65 AVENUE JEAN MERMOZ
93120 LA COURNEUVE

Code AIOT : 0006701590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2024 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté Z.A du Hairy - 10 route de Strasbourg - 67230 HUTTENHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- Z.A du Hairy - 10 route de Strasbourg - 67230 HUTTENHEIM
- Code AIOT : 0006701590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponible (MTD) ; SME, émission diffuse, réduction de débordement&fuite, eaux souterraines ;
- respect de point de l'arrêté préfectoral du 08/08/2018 ; effluent, produits dangereux, état des stocks.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Système de management environnemental	AP de Mise en Demeure du 17/03/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	16/03/24
2	Emissions diffuses, traitement des COV	AP de Mise en Demeure du 17/03/2023	Amende administrative	/
4	Réduction débordement et fuites	AP de Mise en Demeure du 17/03/2023	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 17/03/2023	Amende administrative	/
6	Valeurs limites d'émission des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 4.4.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Emissions diffuses programme LDAR	AP de Mise en Demeure du 17/03/2023	Levée de mise en demeure
7	Portée de l'autorisation capacité d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 1.1.1	Proposition d'arrêté complémentaire
8	Connaissance des produits - Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 7.1.2	Transmission des FDS à jour sous 15 jours
9	Stocks des produits, déchets, substance et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 7.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôles portant sur la mise en demeure du 17/03/2023 ne sont pas tous soldés.

Certains points sont toujours non conformes :

- la surveillance des eaux souterraines ;
- le traitement des émissions diffuses avec l'absence de filtre à charbon au niveau de la hotte.

D'autres sont en attente d'information et/ou de suivi de la part de l'exploitant :

- la mise en place du système de management de l'environnement dont l'exploitant a clairement indiqué qu'il ne pourrait pas respecter le délai de la mise en demeure fixé au 16/03/2024 ;
- la réduction débordement et fuite avec la mise en place de capteurs de niveaux dont le fonctionnement n'a pu être présenté.

Trois nouveaux points ont été contrôlés lors de la visite : le contrôle des effluents en sortie du séparateur, les quantités de produits stockés et la connaissance des produits chimiques (FDS notamment) :

- il est demandé à l'exploitant de transmettre les FDS à jour sous 1 mois ;
- une mise en demeure est proposée pour les effluents ;
- une modification de l'article 1.1.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018 est préconisée pour corriger la capacité de stockage autorisée. En effet, les quantités présentes sur le site sont supérieures à celles de l'arrêté d'autorisation complémentaire du 08/08/2018 mais sont bien conformes au dossier déposé en 2014 et 2016. Une erreur s'est glissée dans l'arrêté d'autorisation complémentaire du 08/08/2018 qu'il convient de corriger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2023
Thème(s) : Situation administrative, système de management environnemental
Prescription contrôlée : « L'exploitant a été mis en demeure de respecter sous 1 an l'article 2,1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 repris ci-dessous : « L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié ... » »
Constats : Lors de la précédente visite du 06/02/2023, il a été constaté l'absence d'un système de management environnemental (SME). L'exploitant a donc été mis en demeure de respecter la prescription dans un délai de 1 an. Au 15/01/2024, la mise en place de la certification ISO 14001 reste en projet. L'AFNOR est l'organisme qui a été retenu par l'exploitant et sera en charge d'instruire la certification. L'exploitant envisage l'obtention de la certification fin 2024, plutôt premier semestre 2025. Aucun document concret justifiant d'une amorce de SME n'a pu être montré. Il a été demandé par exemple la politique environnementale, les objectifs et indicateurs associés. L'exploitant n'a rien présenté. L'inspection constate que l'exploitant ne pourra pas respecter la mise en demeure fixée au 16/03/2024. Considérant que l'échéance de la mise en demeure n'est pas échue, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade L'exploitant transmettra les justificatifs de la réalisation d'un SME.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Réduction des émissions diffuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2023
Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses
Prescription contrôlée : « L'exploitant a été mis en demeure de respecter sous trois mois les prescriptions suivantes de l'annexe 3VI d de l'arrêté Ministériel ; "L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : d Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses. /Cela inclut des techniques telles que : - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions. »"

<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 06/02/2023, il a été constaté l'absence de captage et de mesure de réduction des émissions atmosphériques au niveau du dépotage des fûts.</p> <p>Lors de la visite du 15/01/2024, il a été constaté la mise en place d'un système de hotte aspirante sur l'aire de dépotage des fûts de solvant.</p> <p>L'inspection a demandé de préciser la nature des filtres utilisés pour capter et traiter les COV. Il s'avère que l'exploitant n'a pas mis en place de filtres. Les rejets sont donc canalisés mais non traités. L'exploitant précise que la société retenue et prévue pour la mise en place des filtres doit intervenir le 22/01/2024.</p> <p>Ceci constitue une non-conformité à l'arrêté de mise en demeure du 17/03/2023.</p> <p><i>Observation : le personnel effectuant le vidage des fûts n'a pour EPI que des vêtements de travail, chaussures et lunettes de protection. Une protection complète du visage pour protéger des éclaboussures serait potentiellement à envisager.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Amende administrative</p>

N° 3 : Programme de mesure des Emissions diffuses

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2023</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant a été mis en demeure de respecter sous 3 mois les prescriptions de l'annexe3 VI h de l'arrêté ministériel du 17/12/2019;</p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : h ; Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)/ Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 06/02/2023, il a été constaté l'absence de traçabilité et programme de détection des fuites COV. L'exploitant a été mis en demeure de respecter la prescription sous 3 mois.</p> <p>Lors de la visite du 15/01/2024, l'exploitant déclare disposer d'un analyseur portatif pour repérer les fuites. Il a présenté à l'inspection le mode opératoire (sous format powerpoint) de l'utilisation de l'analyseur portatif.</p> <p>Ce dernier n'a pas pu être présenté à l'inspection car l'analyseur est utilisé sur l'ensemble des sites du groupe en France .</p> <p>Les mesures de COV sont faites une fois par an. Les résultats d'analyse au 13/12/2023 ont été montrés à l'inspection et sont conformes et indiquent l'absence de détection de COV aux différents points de contrôle.</p> <p>La mise en demeure du 17/03/2023 est donc respectée.</p> <p><i>Observation : le mode opératoire ne prévoit pas les consignes en cas d'anomalie détectée ni les critères d'acceptation des résultats et action en cas de résultats hors spécification. En particulier, les délais d'intervention suite à une détection de fuite ne sont pas précisés. Ce mode opératoire n'est rattaché à aucun SME.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Réduction des débordements et fuites

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2023
Thème(s) : Risques accidentels, réduction débordement et fuites
Prescription contrôlée : « L'exploitant est mis en demeure de respecter sous 3 mois l'annexe 3VII f de l'arrêté ministériel du 17/12/2019: L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : f : Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs/ Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis des équipements suivants : - détecteurs de niveau ; - trop-pleins s'évacuant dans un système de drainage confiné (c'est-à-dire un confinement secondaire ou un autre conteneur) ; - confinement secondaire approprié des cuves contenant des liquides ; le volume étant normalement suffisant pour supporter le déversement du contenu de la plus grande cuve dans le confinement secondaire ; - systèmes d'isolement des cuves, des citernes et du confinement secondaire."»
Constats : Lors de la précédente visite du 06/02/2023, il a été constaté l'absence de détecteurs de niveaux sur les cuves de solvants. Lors de la visite du 15/01/2024, il a été décrit à l'inspection la mise en place effective de trois capteurs avec alerte automatisée. L'inventaire des stockages est réalisé chaque vendredi pour relever le niveau. Selon l'exploitant, le capteur de niveau déclenche une alerte lorsque le niveau de remplissage de la cuve atteint 80-90 % . Suite à cette alerte, l'opérateur sollicite le prestataire pour vider la cuve. La non-conformité aux dispositions de l'annexe 3. VII f de l'arrêté du 17/12/2019 est levée. <i>Observation : l'alarme n'a pas été testée lors de la mise en place/route de l'équipement. Or, pour être efficace une mesure de sécurité doit être testée. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un test sous 3 mois et de lui transmettre les résultats.</i>
Type de suites proposées : lettre de suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2023
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : « L'exploitant a été mis en demeure de respecter sous 3 mois l'article 8,1,1 de l'arrêté préfectoral du 08/08/2018 ; "L'exploitant implante en aval de ses installations, un réseau de points de surveillance (piézomètres) des eaux souterraines, dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement au droit du site. Les paramètres de suivi des principales substances sont déterminés au vu des conclusions de l'étude. Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé lors des prélèvements. Un état initial de la qualité de la nappe au droit du site est effectué systématiquement avant la définition des paramètres de suivi. Une surveillance triennale est ensuite réalisée. »"
Constats :

<p>Lors de la précédente visite du 06/02/2023, il a été constaté la non communication de l'étude hydrogéologique et l'absence de piézomètre.</p> <p>L'étude d'implantation de janvier 2023 a été communiquée lors de la visite du 15/01/2024</p> <p>Le 15/01/2024, l'inspection a constaté que la mise en place de piézomètre était en cours. Les travaux de forage étaient en cours.</p> <p>Aucune analyse des eaux souterraines n'a été réalisée en 2023.</p> <p>La mise en demeure du 17/03/2023 est partiellement respectée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende administrative

N° 6 : Valeurs limites d'émission des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 4.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet de l'effluent n°2 dans le réseau de collecte communal les valeurs limites ci-dessous....MES 35mg/l, DCO 125mg/l, DB05 30mg/l, Hydrocarbure totaux 5 mg/L »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 15/01/2024, l'exploitant a présenté les résultats d'analyse du 13/11/2023 sur un prélèvement du 26/10/2023. Ceux-ci montrent des valeurs hors spécification : MES 79 mg/L au lieu de 35 mg et DCO 221 mg/L au lieu de 125 mg/L.</p> <p>Il est à noter que les analyses ont précédé le dernier curage du séparateur d'eau. Il est préconisé de refaire des analyses post curage afin de confirmer les résultats.</p> <p>La fréquence des curages, à ce jour définie une fois par an, devra être augmentée autant que nécessaire.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter les résultats de 2022.</p> <p>Ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 4.4.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure de respecter les prescriptions de l'article 4,4,7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018 dans un délai de 1 mois. Il est demandé à l'exploitant de refaire des analyses en sortie du séparateur sous 1 mois et de transmettre les résultats à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Portée de l'autorisation capacité d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation capacité d'entreposage
Prescription contrôlée :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques de l'installation	Classement
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Activité : tri, transit et regroupement de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses : solvants et lessiviels de dégraissage usés et diluants de peinture usés. 1 cuve de lessiviels usagés de 30 m³ 1 cuve de solvant usagé de 35 m³ 1 local de stockage diluant de peinture usés : 4 m³	Autorisation
2718.1	Installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou des préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure à 1 tonne.	Capacité maximale d'entreposage : 62 tonnes	Autorisation

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de 2 « bungalows » de stockage de bidons d'une armoire de stockage de produits lessiviels, d'une cuve de lessiviels de 30m³ et d'une cuve de solvant de 70 m³ comprenant 2 compartiments de 35m³.

L'exploitant indique pouvoir stocker jusqu'à 183 fûts (de produits neufs ou usagés) de 25L.

La capacité de stockage constatée et expliquée par l'exploitant est bien supérieure aux capacités autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018.

Le rapport de base de Safeykleen datant de janvier 2015 au titre de l'article R.515-59 du code de l'environnement ainsi que l'étude de danger de SafeyKleen de février 2016 ayant servi de base à la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018 précisent les quantités suivantes :

Produit	Principales caractéristiques	Capacité de stockage	
		Produits neufs	Produits usagés
Diluant peinture (dissolvant NP)	Facilement inflammable (0° C < point éclair < 21 °C) Nocif Teneur en COV : 85 %	Stock en bidons dans un bungalow spécifique Stock total ≈ 4 m³	Stock en bidons dans un bungalow spécifique Stock total ≈ 4 m³
Solvant de dégraissage (Solvant 60 Safety Kleen FP)	Non classé comme inflammable (point éclair : > 61°C). Teneur en COV : 100 %	1 cuve de 35 m³	1 cuve de 35 m³
Lessiviels de dégraissage (aquafoountain, saxon, magnus, turco, P3-T)	Irritant ou Corrosif Non inflammable Teneur en COV : 0 à 5,6 %	Stock en bidons dans le bâtiment Stock variable (environ 30 m³)	1 cuve de 30 m³
Total		≈ 70 m³	≈ 70 m³

Il y est indiqué la capacité de stockage suivante : Environ 70 m³ en produit neufs et 70 m³ en produits usagés.

La retranscription de ces éléments dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018 apparaît incorrect.

L'exploitant est conforme aux quantités décrites dans son étude de dangers et son rapport de base IED.
Une modification de l'article 1.1.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018 est préconisée pour actualiser les quantités autorisées.
Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire

N° 8 : Connaissance des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 71.2
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits - Etiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 15/01/2024, une liste des produits sur le site a été présentée à l'inspection. Une fiche de donnée de sécurité (FDS) d'un produit pris au hasard a été consultée (Solvant D60 date FDS ; 2015). Cette fiche datait de 2015. Ce n'est pas conforme à la réglementation REACH(CE)n°1907/2006 obligeant chaque utilisateur/exploitant d'avoir en sa possession les dernières versions de FDS en vigueur. Lors de la visite du site, les informations, étiquetages de danger indiqués sur les portes des « bungalows » ne reflétaient pas le contenu de ces derniers. Ils sont à revoir selon le contenu réel des « bungalows ».</p> <p>Ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 71.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant disposant de FDS non à jour et s'agissant d'une non-conformité documentaire facile à corriger, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les FDS à jour et de refaire l'étiquetage des bungalows sous 15 jours.</p> <p><i>Observation : des conteneurs vides non identifiés (ayant a priori contenu des produits) en attente d'évacuation du site sont stockés à proximité de fûts vides neufs. Il y a une possibilité de confusion, mélange ou salissure/contamination de fût. Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation des déchets de son site et d'en rendre compte sous 15 jours.</i></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Stocks des produits, déchets, substance et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article Article 71.3
Thème(s) : Produits chimiques, Stocks des produits, déchets, substance et mélanges dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux, y compris celles contenues dans les déchets présents sur le site, sont tenus à jour dans un registre, auquel est</p>

annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. La présence dans les installations de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Le 15/01/2024, l'exploitant indique que l'état des stocks est disponible sur un fichier sur le serveur de l'exploitant. Il n'y a pas de système automatisé de gestion des stocks. L'inventaire est réalisé chaque vendredi et les ajustements sont corrigés sur le fichier.

Track Dechet est utilisé pour gérer les entrées et sorties de déchets sur le site.

Ce point est conforme aux dispositions de l'article 71.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018.

Type de suites proposées : Sans suite
